

# Deddahi de la DSE pressenti !?

*Lors de la dernière session du Conseil des ministres, le gouvernement a adopté un projet de décret portant création d'une Direction de la Police chargée de lutter contre la délinquance économique et financière. Une décision commentée par le Président de la République au cours de son discours à Kiffa. Comme il fallait s'y attendre un peu, cette annonce a été accueillie avec un certain scepticisme de la part des observateurs et du public en général. Non pas parce que les Mauritaniens ne sont pas d'accord sur le principe, mais au contraire, parce qu'ils doutent de l'efficacité de cette nouvelle structure et de sa capacité à réduire*

## *les fléaux qui minent l'économie nationale.*

En effet, ce n'est pas la première fois que les autorités cherchent à mettre en place un dispositif de lutte contre les détournements et les trafics de tous genres. On a connu par le passé, le contrôle d'Etat ; et la Cour des Comptes, malgré ses multiples inspections et ses innombrables rapports, ne parvient pas encore à décourager les budgétivores.

## **En finir avec la politique de l'autruche**

Mais la nouveauté cette fois-ci c'est que la future "Brigade économique et financière" se voit chargée, en plus de la traque et de la répression des délits économiques "traditionnels" (détournements des deniers publics, mauvaise gestion, surfacturation...), de lutter contre les autres trafics comme le blanchiment d'argent, le trafic de drogue, la fabrication et l'usage de la fausse monnaie. Il est intéressant de noter que le fait de créer une police

chargée justement de mettre fin à ces pratiques constitue un subtil aveu de leur existence et même de leur prolifération ; alors que jusqu'à maintenant trafiquant de drogue et faux monnayeur rimaient avec étrangers. On a donc décidé, en haut lieu de ne plus pratiquer la politique de l'autruche, en se voilant la face, et de prendre le problème à bras le corps.

Mais au-delà de cette détermination officiellement affichée et loin des polémiques partisanes, il y a lieu de s'interroger sur les conditions d'efficacité de cette nouvelle police.

## **Les hommes qu'il faut à la place qu'il faut**

Les "chevaliers blancs" de la future "Brigade économique et financière", ainsi que l'homme qui sera chargé de diriger cette structure devront être composés d'experts et de spécialistes de tous les domaines allant de l'économie générale, à la comptabilité en passant par la gestion, la fiscalité... Surtout leur moralité et leur in-

tégrité devront être reconnus par la majorité des Mauritaniens.

Ensuite, une fois dénichés ces oiseaux rares par les temps qui courent, il est indispensable de les mettre à l'abri du besoin, dans les limites du possible. Même si cela ne garantit pas forcément l'incorruptibilité, cela aura au moins le mérite de priver d'un argument de poids à ceux qui seront tentés par les espèces sonnantes et rébuchantes des candidats corrupteurs.

Enfin, en matière de lutte contre les détournements des deniers publics, la seule garantie d'efficacité de la nouvelle police serait de fonctionner comme un service de renseignements dont les éléments infiltreraient l'administration à la traque des criminels. De source généralement bien informée, on apprend d'ailleurs que Deddahi de la direction de la sûreté d'Etat (DSE), serait pressenti pour diriger cette brigade économique et financière. En effet, aujourd'hui, les méthodes de détournement dans nos administrations sont

d'un tel raffinement, d'une telle subtilité qu'un "non initié" ne se retrouverait pas. On aura beau utiliser les meilleurs experts comptables du monde, les meilleurs fiscalistes de la planète, ils ne pourront que se fier aux faits, aux chiffres et aux pièces justificatives, et là il n'y a rien à faire. Il est désormais devenu pratiquement impossible de piéger les spécialistes du détournement. Comment, par exemple, un contrôleur financier, ou un auditeur de la Cour des Comptes, pourrait-il savoir que les factures et états de paiement liés à une mission à l'intérieur du pays ne sont que des pièces justificatives d'un voyage qui n'a jamais eu lieu ? A moins d'être à l'intérieur du système, et avoir pour mission secrète de démasquer ce genre de pratiques, tous les efforts seraient vains.

Pourtant, malgré tout, une reprise en mains est possible, il faudrait seulement y mettre la volonté, la détermination et le sérieux nécessaire.